

Unité départementale de l'Ain
23 rue Bourgmayer
01012 Bourg-en-Bresse

Bourg-en-Bresse, le 06 février 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/01/2026

Contexte et constats

Publié sur 

PANELCO

Route de Chaveyriat - BP 10
01540 Vonnas

Références : 20260121-RAP-S41-2
Code AIOT : 0006102302

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21 janvier 2026 dans l'établissement PANELCO implanté route de Chaveyriat à Vonnas (01540).

L'inspection a été annoncée le 13 janvier 2026.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet <https://www.georisques.gouv.fr>.

L'inspection est réalisée à la suite de la réception des résultats de la mesure de bruit demandée lors du précédent contrôle en 2025, dans un contexte de plaintes de riverains.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PANELCO
- Route de Chaveyriat - BP 10 - 01540 Vonnas
- Code AIOT : 0006102302
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PANELCO SAS exploite à Vonnas un établissement de fabrication de panneaux et portes standard ou sur-mesure, avec différentes caractéristiques (notamment étanches, thermiques et/ou acoustiques).

La fabrication des panneaux isolants consiste à insérer un matériau (laine de roche, structure nid d'abeilles) entre deux parements (tôle). L'utilisation de colle polyuréthane est employée pour l'assemblage.

L'établissement est soumis au régime de l'autorisation et bénéficie, à ce titre, d'un arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 16 mars 1989. Ce dernier a été modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires des 02 novembre 1990, 19 mai 2010 et 06 juin 2017.

Contexte de l'inspection : Plainte.

Thèmes de l'inspection : Bruits et vibrations.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suites, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Délai ⁽¹⁾
3	Bruit – Émergences	Arrêté Ministériel du 23/01/1997, article 3	Mise en demeure, respect de prescription	31/07/26

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Bruit – surveillance des émissions sonores	Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 8.4
2	Bruit – Niveaux de bruit en limite de propriété	Arrêté Préfectoral du 16/03/1989, article 2.3

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les mesures de bruit réalisées les 26 et 27 novembre 2025 montrent :

- le respect des niveaux sonores ambiants autorisés en limite de propriété, de nuit comme de jour, sur les 4 points contrôlés ;
- des dépassements, en périodes diurne et nocturne, des émergences admissibles en zones à émergence réglementée.

Des actions pour réduire l'impact sonore du site avaient déjà été menées par l'exploitant avant la mesure de novembre 2025, d'autres étaient encore en cours.

D'autres axes de travail ont été identifiés au vu des résultats de la mesure de bruit et des solutions pour réduire encore les émissions sonores sont à l'étude.

L'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les émergences de bruit admissibles applicables à son site.

L'exploitant doit également fournir les résultats d'une nouvelle mesure de bruit pour attester de l'efficacité des actions correctives réalisées. Cette mesure devra être réalisée entre le 01 juin et 31 juillet 2026, en période estivale.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bruit – surveillance des émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article 8.4
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure de bruit
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié.</p>
<p>Conformément à la demande de l'inspection des installations classées formulée à l'issue de l'inspection du 22 mai 2025, l'exploitant a fait réaliser par un organisme qualifié une mesure de bruit et de l'émergence les 26 et 27 novembre 2025.</p> <p>Les 4 points de mesures réalisés sont représentés sur le plan suivant. Leur localisation a fait l'objet d'un accord de la part de l'inspection des installations classées.</p> <p>En particulier, le point n°3 permet d'évaluer la conformité du site au regard de la plainte de riverains réceptionnée le 15 avril 2025.</p>
L'inspection des installations classées n'a pas d'observation particulière sur ce point de contrôle.
Type de suites proposées : Sans suite



N° 2 : Bruit – Niveaux de bruit en limite de propriété

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/1989, article 2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des niveaux de bruit ambiant
Prescription contrôlée : Les niveaux de bruit ambiant admissibles en limite de propriété sont de : - 60 dB(A) en période diurne (7h à 20h), - 55 dB(A) en période intermédiaire (6h à 7h, 20h à 22h + dimanches et jours fériés), - 50 dB(A) en période nocturne (22h à 6h).
Constats : Pour les 4 points de mesures et sur l'ensemble des périodes de contrôle, les niveaux sonores mesurés respectent les niveaux de bruit ambiant admissibles en limite de propriété. Les niveaux ambiants maximum fixés par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 sont également respectés. L'inspection des installations classées n'a pas d'observation particulière sur ce point de contrôle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Bruit – Émergences

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/01/1997, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des émergences
Prescription contrôlée : Les valeurs d'émergence admissibles en zones réglementées sont de : - 6 dB(A) de 7h à 22h et 4 dB(A) de 22h à 7h + dimanches et jours fériés si le niveau ambiant de bruit est compris entre 35 dB(A) et 45 dB(A), - 5 dB(A) de 7h à 22h et 3 dB(A) de 22h à 7h + dimanches et jours fériés si le niveau ambiant de bruit est supérieur 45 dB(A).

Constats :

Des dépassements des valeurs d'émergence admissibles sont constatés pour tous les points de mesures en période diurne et nocturne, sauf pour le point n°2 en période nocturne.

Le respect des valeurs d'émergence admissible est difficile à atteindre du fait que :

- l'entreprise n'est pas implantée dans une zone industrielle ou artisanale où d'autres activités contribueraient au bruit résiduel. Les niveaux de bruit ambiant ne sont pourtant pas très élevés pour une activité industrielle ;
- les maisons d'habitation sont proches des limites de propriété du site.

En complément de celles déjà évoquées lors de la précédente inspection du 22 mai 2025, l'exploitant a réalisé d'autres actions de réduction du bruit avant la mesure de novembre 2025 :

- point n°3 : installation de blocs filtres au local compresseur et au niveau de la scie de laine de roche pour permettre un recyclage interne (rejet de l'air filtré dans l'usine), afin de supprimer les bruits de ventilation en extérieur ;
- point n°4 : réalisation d'un caisson d'insonorisation autour du filtre de dépoussiérage du centre d'usinage.

La mesure de bruit a permis d'identifier d'autres sources de bruit :

- point n°1 : la pompe à chaleur pour la climatisation des bâtiments administratifs est probablement à l'origine des émissions sonores engendrant le dépassement d'émergence ;
- point n°2 : les actions correctives à apporter semblent limitées (bruit principalement lié au passage des véhicules de livraison) ;
- point n°3 : la ventilation du local de stockage de produits dangereux pourrait être émissive de bruit. D'autres cheminées de débouché à l'atmosphère sont visibles en toiture (étudier si elles contribuent au bruit) ;
- point n°4 : l'isolation du caisson d'insonorisation mis en place doit être améliorée. La gaine qui relie le centre d'usinage au filtre émet également du bruit.

L'exploitant est en cours de recherche de solutions pour réduire ces sources d'émissions.

L'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les émergences de bruit admissibles applicables à son site.

Au surplus, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de réaliser des actions visant à réduire les émissions sonores de ses installations, puis de lui transmettre les résultats d'une mesure de bruit qui devra être réalisée entre le 01 juin et le 31 juillet 2026, dans des conditions représentatives du fonctionnement du site en période estivale.

Les mesures seront réalisées aux mêmes emplacements de mesures que ceux de la mesure de novembre 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Délai : 31 juillet 2026